

ENTRE SPECIFICITES AFRICAINES ET CONFORMISME AUX VALEURS UNIVERSELLES, COMMENT ROMPRE AVEC LES CONCEPTS PARACHUTES.

Alioune DIONE

*Université Cheikh Anta DIOP : Département de Sociologie
dione0073@gmail.com*

Résumé

La posture de l'Afrique qui se présente comme une Nation soumise à la volonté de ses envahisseurs est due à une non-maîtrise des valeurs culturelles falsifiées par une histoire qui lui doit tout son prestige scientifique. Repenser le développement en Afrique c'est d'abord homogénéiser l'homme africain avec son identité et ses réalités locales. Car, le sous-développement en Afrique est loin d'être un problème de mentalité, d'économie ou de géographie mais il est dû à une incohérence et une inefficacité des modèles mimétiques importés pour pallier les problèmes sociaux locaux. En réalité, le développement requiert d'être défié et si l'Afrique peine à mettre en défi ses propres potentialités pour se projeter dans un avenir plus radieux, elle sera toujours appelée à réutiliser un savoir déjà dépassé et qui ne pourra lui servir ni dans son dynamisme ni dans son état social. Ainsi, elle reste sur une dynamique cyclique sans jamais atteindre le pic de dépassement qui fait entrer les nations dans l'ère de l'autonomie économique et sociale. Pour éviter cela, il est nécessaire que les savoirs parachutés puissent être contextualisés avec les réalités et acteurs locaux du milieu qui les réceptionne. Cet article est une contribution théorique visant à faire l'examen critique des obstacles de l'élaboration d'une politique socioéconomique et culturelle à l'image du continent.

Mots clés : *Afrique-histoire-culture-politique endogène-développement*

Abstract

The posture of Africa, which presents itself as a nation subject to the will of its invaders, is due to a lack of mastery of cultural values falsified by a history that owes it all its scientific prestige. Rethinking development in Africa means first of all homogenising the African man with his identity and his local realities. For underdevelopment in Africa is far from being a problem of mentality, economics or geography, but is due to the incoherence and inefficiency of imported mimetic models to palliate local social problems. In reality, development needs to be challenged and if Africa struggles to challenge its own potential to project itself into a brighter future, it will always be called upon to reuse knowledge that is already outdated and that will not be of any use to its dynamism or its social state. Thus, it remains on a cyclical dynamic without ever reaching the peak of overcoming which makes the nations enter the era of economic and social autonomy. To avoid this, it is necessary that parachuted knowledge can be contextualized with the local realities and actors of the environment that receive it. This article is a theoretical contribution to a critical examination of the obstacles to the development of a socio-economic and cultural policy that reflects the continent.

Key words: *Africa-history-culture-endogenous-politics-development*

Introduction

L'histoire de l'humanité n'a pas laissé une place importante à la spécificité africaine. Les nations autres (occident) ont toujours considéré l'Afrique comme un enfant sauvage à civiliser. L'idée d'une Afrique capable de se prendre en charge sur les plans cognitif, économique et social est perçue selon elles comme un imaginaire illusoire. Dans cette logique, l'historiographie africaine a été souvent relatée par des penseurs qui étaient hors de sa culture. Cette étrangeté de perception et de représentation lui a valu une certaine stigmatisation d'où les conséquences de la traite négrière et de la colonisation. L'infantilisation des valeurs et savoir-faire du peuple africain ont suivi les logiques de stigmatisation qu'il a subi de la traite jusqu'au temps colonial. Ce viol de la conscience africaine a laissé des marques indélébiles d'une adynamie psychologique ancrée au plus profond de l'être africain. De fait, penser pour soi, agir pour soi et se donner les moyens et les possibilités pour tracer une voie hors des sentiers battus par l'occident devient quasi-impossible pour l'Africain lui-même. Cet esprit pessimiste lui a été for-intériorisé depuis les premiers instants de domination. Dès lors, penser l'Afrique dans ses valeurs spécifiques nécessite une rupture englobante et un réexamen approfondi de toutes les valeurs qu'elle a reçues au temps de son oppression. C'est dans cette dynamique que cet article fondé principalement sur des théories endogènes va s'appuyer sur des recherches documentaires pour débusquer les antinomies relatives à l'émergence d'une pensée économique, sociale et culturelle africaine. L'observation directe et l'analyse comparative seront mobilisées comme outils de recherche qualitative afin de mieux débusquer les obstacles qui freinent l'émancipation africaine dans un monde en pleines mutations. Cet article va d'abord dégager les principes historiques qui bloquent l'émergence d'une construction endogène de l'être ainsi que les soubassements des contraintes économiques et socioculturelles qui contraignent le développement endogène en Afrique.

1. Historiographie africaine dans un contexte d'affirmation de soi

Le recours à l'histoire précoloniale africaine nécessite un réexamen

comparatif entre l'histoire rapportée par les explorateurs impérialistes et celle des africanistes à la lutte d'une réhabilitation culturelle. Cette quête de reconnaissance de l'identité africaine dans ses valeurs endogènes s'explique par cette rupture épistémologique des élites africaines et des africanistes dans le champ de la lutte contre la falsification de l'histoire. Les africains, qui ont longtemps vu leur histoire falsifiée par une corporation de chercheurs au chevet des politiques de domination, ont décidé d'écrire leur vraie réalité en transposant leur propre savoir à l'opposé d'un rationalisme dominateur voulant coûte que coûte leur étiqueter l'image du primitif ou du bon sauvage.

Cette rupture historique a permis au début des années 1950 à certains jeunes chercheurs noirs comme Cheikh Anta Diop de s'affirmer dans le champ scientifique. De son œuvre, *Nations nègres et culture*, l'auteur fait une rupture de perception de l'histoire africaine contradictoire à la thèse de l'occident vis-à-vis de l'Afrique. En effet, Cheikh Anta met en exergue une réalité historique enfouie et non-reconnue par une communauté scientifique centrée vers la thèse de la primauté du continent européen comme la racine de toutes les civilisations existantes. De ce fait, sa thèse est une réfutation des affirmations de l'occident, elle est aussi une affirmation de la primauté des africains dans la genèse des origines de l'Homme et des civilisations humaines. Ce courage de s'affirmer et de rétablir une vérité falsifiée va être un début de contestation et de lutte contre l'aliénation culturelle, la falsification de l'histoire et la de conscience des africains.

Cette idée d'aliénation restant présent dans les sociétés africaines commence à être surpassée par le sentiment naissant de l'afro-optimisme et de l'afrocentrisme chez la nouvelle jeunesse africaine. Au-delà d'une simple revendication identitaire, la jeunesse africaine prône aujourd'hui une remise en question profonde des relations entre l'Afrique et ses anciens oppresseurs. Cette nouvelle tendance marque cette rupture qu'avait annoncé Georges Balandier suite à ses études sur les *Fangs* du Gabon : « il n'existe pas de sociétés achevées, elles sont toutes en voie de se faire, elles portent constamment en elles le débat de l'incertitude et elles sont toutes ouvertes à l'évènement et à l'impulsion qui les lancent dans l'histoire¹ ». Dans cette citation, G. Balandier montre que toute société est par essence d'ordre mouvant et

¹ G. BALANDIER., 1950, « Aspects de l'évolution sociale chez les Fangs du Gabon. », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 9, p. 76- 106.

que l'humanité ne saurait restée à un stade fixe où le changement est quasi-inexistant. Ainsi, le dynamisme qu'opèrent les sociétés africaines heurtent la sensibilité de certains de ses intellectuels. De fait, recourir aux valeurs africaines reste une conception très controversée parce que les Africains eux-mêmes réfutent l'idée d'un quelconque savoir ou savoir-faire endogène. Voici le vrai problème auquel est confronté l'Afrique d'aujourd'hui.

2. Problématique de recherche

Parler d'endogénéité en Afrique dans un contexte de mondialisation est considéré comme une pensée nationaliste arriérée pour certains intellectuels dudit continent. L'esprit forgeant l'humain à être à la fois historiographe de son passé, fondateur de son présent et planificateur de son avenir est toujours exogène à l'Africain selon certains auteurs. Sous ce rapport, le professeur Souleymane Bachir Diagne affirmait lors de la cérémonie dédiée aux soixante-ans de La Faculté des Sciences et Technologies de l'Éducation et de la Formation à l'UCAD 2, qu'il n'est point question d'éliminer la bibliothèque coloniale ou de les brûler mais plutôt de les ouvrir à l'évaluation et à la culture. Selon lui : « il faut interroger le mot d'ordre de décoloniser le savoir en demandant quel sens lui donner et à quoi ressemble un curriculum qui serait un curriculum décolonisé, car il est facile de dénoncer un canon pédagogique comme étant occidental et colonial, il est plus difficile de proposer celui qui doit le remplacer, celui auquel il faut éduquer et former pour demain ». Ce discours réflexif remet en question une gnoséologie endogène capable de transformer structurellement le curriculum des savoirs importés afin d'en proposer un meilleur. Pourtant, c'est une telle réfutation de la pensée endogène que dénonçait Alphonse Quénum en affirmant que la culture de l'intelligentsia ne peut et ne doit se poser comme une antithèse de la culture du peuple ; elle doit en être plutôt une émergence qui, pour ne pas devenir la conscience stérile, a besoin de s'alimenter de façon permanente à la source qui l'a sécrétée. Sortie du peuple, notre intelligentsia doit savoir s'y retourner pour en devenir la conscience critique, une forme de démystification ; collée à la masse, partageant ses angoisses et ses espoirs, capable de les libérer en projets politiques ou de les formuler en doctrine de régénération. A. Quénum montre en quoi devrait être la

posture de l'intellect qui au-delà de ses connaissances exogènes doit être le démythificateur des réalités et pensées qui lui sont extérieures².

Aujourd'hui, l'adynamie psychologique reste la principale cause de l'obstacle du développement d'autant plus que les intellectuels postcoloniaux ont raté l'angle d'attaque pour sortir de l'oppression coloniale. L'autonomie pensée à travers une réminiscence culturelle a masqué le problème fondamental du continent qui devait être l'indépendance économique. En effet, la problématique culturelle tant discutée a fait retarder les questions cruciales d'une pensée économique endogène. Nonobstant, les réflexions qui ont été faites sur l'aspect économique n'ont pas abouti à des politiques mises en œuvre partant des réalités socio-culturelles africaines.

Dans cette mouvance, l'Afrique endogène ne peut être pensée à travers une historiographie coloniale. D'autant plus que revisiter la bibliothèque coloniale pour porter un regard critique sur notre présent est une proposition biaisée car le substrat de l'observateur étranger était de présenter l'Africain comme un être de seconde classe. Cette historiographie fondée sur un ethnocentrisme sans recul scientifique ne peut être source d'une quelconque critique à l'égard des sociétés qui l'ont subi. Ceci-dit, la lutte pour l'autonomie africaine ne peut pas s'en passer de la critique du pluralisme dans la logique où l'existence même de ce mot n'est reconnu que par une catégorie d'intellectuels désireux de plaire à la fois à l'idéologie d'un mondialisme et d'un humanisme euphémiques et inégalitaires. Le pluralisme que vend la nouvelle élite africaine n'est pensée que par l'Africain lui-même, puisqu'ailleurs, chacun fait de sa science et de ses valeurs sociales, le soubassement de son existence, ce qu'apporte les Autres n'est pour eux qu'un complément contingent.

C'est dans cette perspective d'interroger le manque d'intégration des réalités et valeurs culturelles africaines dans les politiques socioéconomiques que la question de recherche prend sens :

- Quelles sont les contraintes épistémiques de l'intégration des substrats africains dans les politiques socioéconomiques africaines ?

² O. Balogun, H. Aguessy et P. Diagne., 1977, Introduction à la culture africaine, Paris, Union générale d'éditions, p. 27.

3. Objectif de recherche

En ce qui concerne cet article, l'objectif est de débusquer le soubassement des obstacles dans l'élaboration des politiques à base endogène sur les plans sociaux et économiques.

4. Hypothèse de recherche

Pour mieux appréhender le phénomène des contraintes épistémiques de l'intégration des substrats africains dans les politiques socioéconomiques africaines, nous partons de l'hypothèse suivante :

- Les reliques de la domination et de l'hégémonie occidentales constituent un facteur principal de l'adynamie psychologique et de l'afro-pessimisme empêchant l'élaboration d'une pensée purement africaine.

5. Entre logique universelle du marché et revendication d'une politique économique endogène.

L'Afrique contemporaine marche vers des idées contradictoires avec le concept de développement. Ce dernier, étant un concept flou avec plusieurs écarts dans ses définitions, regroupe diverses dimensions. Parmi, ces dimensions, celle qui a plus retenu l'attention des politiques publiques africaines est la dimension économique. Par définition, le développement économique est une expansion de longue durée marquée par l'amélioration du niveau de vie et la transformation des structures de la société. Cette idée du développement fait aujourd'hui l'essence des programmes politiques africains, qui en l'occurrence ont supplanté la notion de durabilité pour adopter celle de l'intensité. En cela, se développer à court terme avec un capital économique inexistant devient le dilemme politique des dirigeants africains. Pour combler ce gap, l'emprunt d'argent vers les pays occidentaux devient pour eux, un moyen d'assurer les politiques économiques de leurs États. En cela, l'argent emprunté devient un capital d'investissement pour les États débiteurs mais en retour un moyen de contrôle des politiques publiques africaines pour les États créanciers. Comme le dit un proverbe sénégalais, celui qui te prête des yeux décide de là où tu dois regarder.

Cette expression illustre les interactions entre les ex pays colonisés et les pays colonisateurs, autrement dit, ces interactions vont déboucher à d'autres relations qu'ils transformeront dans le temps et les auront dénommées en plusieurs concepts différents dont les finalités restent toujours les mêmes. Ces nouvelles relations apparues sous les vocables de : Partenariat Nord/Sud, Coopération bilatérale ou multilatérale, Aide au développement, Partenaires Techniques et Financiers...ont juste pour finalité le contrôle des politiques économiques et sociales dans les pays africains.

Cette mainmise qu'a l'Europe sur l'Afrique passe en effet, par la dépendance économique masquée sous la notion euphémique de dette publique. Cette dernière entraîne ainsi de nouveaux types de relations qui ne font que perpétuer la volonté dominatrice des puissances européennes sur le continent africain. Par ailleurs, le concept de néocolonialisme s'installe et l'exploitation des richesses africaines continue sous une forme plus réadaptée aux besoins capitalistes d'une Europe toujours en quête de colonies à conquérir. Dans cette logique, le terme néocolonialisme se présente comme une politique de domination consentie par les dominés permettant aux dominants de laisser croire à l'opinion internationale que les pays opprimés sont souverains alors qu'implicitement ils restent des États dépendants à cause des crédits économiques et des accords de partenariat pour le développement.

Cette lutte contre la dépendance économique a été le combat fort prôné par le leader panafricaniste Kwamé Nkrumah qu'il va illustrer clairement dans son discours sur l'indépendance, à cet effet, il déclare : « l'indépendance n'est que le prélude d'un combat nouveau et plus complexe pour la conquête du droit de diriger nous-mêmes nos questions économiques et sociales ». Cette assertion montre que dès l'accès à l'indépendance, les dirigeants africains savaient qu'il ne pouvait exister de souveraineté politique là où il y a absence de souveraineté économique. Car le destin d'une nation ne peut se faire qu'avec ses propres moyens financiers, d'autant plus, nul partenaire financier ne finance un pays pour que ce dernier devienne son concurrent dans le marché économique. Dans cette lancée, tout projet financé par un partenaire est un projet dont le degré de la réussite a été déjà appréhendé par celui qui le finance. Cette idée de maîtrise de la réussite de chaque projet de développement par les partenaires qui le financent,

permet de limiter le niveau de développement dans chaque secteur financé. Ceci-dit, les objectifs fixés pour atteindre le développement sont d'abord les premières contraintes de développement des projets, dans la mesure où le pays « bénéficiaire » du projet n'espère pas dépasser le seuil de réussite fixé et agence tous ses efforts pour atteindre dans une durée déterminée les objectifs que lui ont assignés ses partenaires.

Cependant, les pays « bénéficiaires » des projets ignorent tout de même, la finalité qui se cache derrière l'accompagnement et le financement des dits projets. Car, quand on finance un secteur bien déterminé, on saisit de fond en comble les forces de ce secteur ainsi que ses faiblesses. En cela, le contrôle de ce secteur est acquis et la production de matériaux et contenus étrangers pour accompagner ce dit secteur n'est pas sans intérêt pour les États créanciers. Car, la logistique nécessaire pour assurer le bon déroulement des projets, vient de l'étranger et, cette logistique achetée par les États débiteurs permet aux États créanciers d'écouler leur production sur le marché. Cette manière de financer les projets de développement est d'abord une stratégie de commercialisation de leurs produits en créant des projets qui nécessitent impérativement l'utilisation de matériaux logistiques et technologiques étrangers, et ainsi, de faciliter à leurs experts de gagner des marchés hors de leur continent, d'être payés par ces pays débiteurs, de diminuer le taux de chômage dans les pays créanciers et d'échapper à la concurrence pour l'offre de marchés publics. Cette stratégie d'expansion économique fait qu'aujourd'hui l'Afrique atteint les taux de croissance les plus extrêmes mais peine à assurer simplement son autosuffisance alimentaire, c'est-à-dire son besoin le plus élémentaire.

Cette stratégie économique peut être expliquée comme un emprunt de matériaux logistiques et technologiques payé dans une longue durée par les pays africains pour bénéficier de la compétence des experts européens sans qu'il y soit possibilité de transfert de ces compétences. Car, dans les projets de développement, les africains occupent le plus souvent le statut d'ouvriers et même s'ils se retrouvent dans les cabinets d'experts pour coordonner les projets, leurs rôles sont limités d'autant plus que la recherche sur n'importe quel secteur est déjà configurée dans un continuum d'objectifs qui oriente la réflexion et qui limite les possibilités de l'objectivité dans la recherche. Le problème majeur des pays africains reste le capital d'investissement endogène. En ce sens,

L'effort d'autonomie doit d'abord passer par l'acquisition de fonds endogènes qui arriveraient à faire de chaque pays le décisionnaire autonome de son plan de développement économique en ciblant les secteurs prioritaires où ses investissements auraient des retombés positifs sur son développement économique, social et culturel. Cependant, un capital d'investissement endogène demanderait des sacrifices énormes, ceci-dit, pour que le continent ait un statut de s'autofinancer lui-même, il faut qu'une génération puisse se porter volontaire, sacrifier son présent, se mettre à travailler durement, espérant obtenir comme bénéfice final, l'aisance de la génération qui va la succéder.

En d'autres termes, le capital d'investissement ne peut s'acquérir que dans un esprit patriotique où les citoyens d'abord seraient les premiers acteurs, prêts à adopter un mode de vie équilibré, à éviter le gaspillage, à intérioriser un esprit d'afro-optimisme, à intégrer le travail comme valeur sociale et source de réussite économique enfin à participer comme des acteurs décisifs au plan de développement économique et non rester comme des agents passifs attendant l'aide venue d'ailleurs. En outre, cette posture citoyenne ne peut être gage de réussite sans un accompagnement réfléchi d'un instrument d'État. D'ailleurs, pour qu'il y ait citoyenneté économique, il faut impérativement l'élaboration d'un programme politique qui accompagne les citoyens, les former par rapport aux besoins de leur milieu de vie, dans des domaines productifs afin de faire basculer les sociétés africaines d'une économie de subsistance à une économie de surproduction. Vu cela, dès l'accès à l'indépendance, les États africains étaient appelés à faire face à deux problématiques économiques incontournables pour pouvoir combler l'absence du capital d'investissement. Ces deux problématiques étaient :

- Un marché de commercialisation où ils pourraient écouler rentablement leurs produits ;
- Et des industries de transformation des surplus de production afin de faciliter la conservation des matières premières produites pour qu'elles ne deviennent pas des « capitaux morts ».

Ces deux problématiques non résolues jusqu'à nos jours constituent des freins d'accumulation de capitaux et contribuent au retard de l'autonomie économique du continent. Partir d'un principe de développement endogène requiert une valorisation des matières

premières africaines en produits finis puis, cela doit être suivi par une transformation structurelle des secteurs susmentionnés en les dotant de moyens spécifiques permettant de faire non seulement de l'Afrique un continent à la fois producteur et transformateur. Ainsi, les problèmes des pays africains se résument à l'identification de la procédure à suivre pour cheminer vers le développement et les moyens à utiliser pour y accéder. Par analogie, l'idée du développement économique dégagée par Rostow dans son analyse libérale du développement, montre que le développement passe impérativement par ces cinq points suivants :

- ❖ D'abord, le développement suppose une remise en question de la société traditionnelle, de son organisation sociale rigide et de sa production limitée à une simple économie de subsistance.
- ❖ Le développement exige une préparation pour pouvoir opérer son décollage : une agriculture capable de dégager des surplus, un État actif pour mener à bien certaines interventions favorisant l'émergence d'entrepreneurs...
- ❖ Le décollage du développement passe par l'identification des secteurs moteurs disposant d'un niveau d'investissement qui leur correspondent, secteurs promus à la condition que soient levés les obstacles sociopolitiques nuisant à leur pénétration.
- ❖ Une industrialisation de l'agriculture qui permet la libération d'une main d'œuvre agricole, laquelle à son tour, peut ainsi être mise à profit pour favoriser une industrialisation plus diversifiée.
- ❖ Enfin, la mise en place d'une économie de masse : émergence d'un secteur tertiaire privé et diffusion de biens de consommation durables.

Cette analyse libérale du développement de l'auteur, peut être un début de réflexion recentré dans les politiques économiques africaines même si que le libéralisme ne s'accommode pas avec le vécu social africain, cette réflexion peut être mise en adéquation avec le collectivisme social que vivent les sociétés africaines. D'autant plus que l'analyse de Rostow est centrée vers l'agriculture, secteur incontournable du développement économique, de fait, les sociétés africaines ne peuvent pas se passer de ce secteur, si elles veulent atteindre le développement. Cela s'explique par le fait que le problème majeur des sociétés africaines est une carence dans la production alimentaire. En fait, l'alimentation est un défi que fait face la majeure partie des sociétés africaines alors qu'elles

ont des terres à emblaver, des bras pour le faire, des semences disponibles donc où se situe le problème ?

Les recherches menées dans ce secteur montrent que le problème de ce dit secteur est explicitement lié à un manque de volonté étatique à élaborer un programme politique d'accompagnement des agriculteurs et à établir un staff technique capable d'orienter le travail local pour des surplus de rendement. Cependant, implicitement l'observation a montré que l'échec des politiques agricoles est dû aussi à une production limitée des communautés qui s'explique par un manque de moyens de conservation des rendements, par une absence de marché de commercialisation des produits agricoles, par un faible coût des prix que les autorités étatiques fixent pour les rendements agricoles, par une urbanisation anarchique des zones rurales, par une insécurité foncière émergente et enfin par une agriculture qui ne s'opère que sous pluie, autrement dit, une agriculture saisonnière. Ceci dit, le secteur agricole devrait constituer un socle fort pour assurer l'autosuffisance alimentaire des États africains et même arriver à combler les déficiences des autres secteurs. Cette possibilité que la majorité des nôtres pense être une illusion pourrait trouver sa réussite dans l'échange intra-africain. Cet échange serait facilité par un marché économique continental où tous les pays exposeraient leurs surplus de production afin que chacun d'eux puisse combler son gap dans le commerce intracontinental.

L'échange de produits entre États africains permettrait de limiter l'importation de denrées alimentaires hors du continent, de favoriser la consommation des produits locaux, de rééquilibrer les balances commerciales des pays africains et de rendre possible des partenariats intracontinentaux qui vont se baser sur des objectifs de complémentarité permettant d'ajuster les déséquilibres socioéconomiques. Cette productivité plausible n'aura pas de sens que si les États auront une aptitude à conserver dans le temps les surplus de rendement. Cette conservation pourrait être une possibilité si les États investissaient dans le secteur de la transformation des produits bruts en produits finis. Cette idée de conservation montre à quel effet le secteur agricole et le secteur industriel sont imbriqués l'un à l'autre. Cette analyse de la situation économique actuelle montre que les États africains n'ont pas pu rallier avec homogénéité le secteur agricole et le secteur industriel. En effet, l'industrie qui est le secteur secondaire devait être un prolongement et une finalité du secteur primaire. Il faut

noter que les produits du secteur primaire non transformés deviennent des « capitaux morts », c'est-à-dire des biens que possèdent les communautés sans qu'elles aient le pouvoir d'en bénéficier à leur juste valeur.

Prenons de manière générale l'exemple du secteur horticole avec la production des mangues dans le continent. En Afrique, l'horticulture est un secteur extrêmement productif, on peut ainsi prendre particulièrement le cas de la production des mangues qui est le fruit le plus consommé au monde après la banane. Cette production régionale qui s'étend de 540 mille km² allant du Sénégal au Nigéria, s'élève à 1,3 millions de tonnes de mangues mais seulement 40 milles tonnes de mangues fraîches sont exportés, en moyenne³ par année. Cette production particulière dans le secteur horticole prouve que les « capitaux morts » sont des pertes considérables qui gangrènent le secteur agricole. Ainsi, à l'instar de la production massive des mangues, plusieurs autres secteurs rencontrent le même problème dans la transformation des produits et la conservation des surplus. De fait, ce secteur primaire qui est une force dans la production rencontre des défaillances considérables dues à l'absence d'accompagnement d'un secteur secondaire capable de transformer les produits bruts locaux en produits finis. Cela montre le paradoxe existant entre la production et la consommation locales.

Au fait, les pays africains consomment peu de leur production et le peu qu'ils consomment n'est pas d'une haute qualité car le marché international exige le respect des normes sanitaires et physiologiques pour l'exportation des produits du continent. Ce qui laisse à comprendre que ce sont les meilleurs produits qui sont exportés dans d'autres sphères. Cette exportation des mangues vers le continent européen permet à ce dernier d'avoir une meilleure consommation et lui offre la possibilité de transformer ces produits importés d'Afrique en jus de fruits qu'il va commercialiser en retour dans les marchés des pays moins industrialisés. Ce paradoxe montre qu'en Afrique, on ne produit pas ce que l'on consomme ; et en plus, on ne consomme pas ce que l'on produit. Cette dichotomie de survivance alimentaire montre que les politiques agricoles ne doivent pas être pensées séparément des politiques industrielles, donc, il est nécessaire d'agencer le secteur

³ Sénégal Export : Annuaire des exportateurs du Sénégal et informations sur les principales filières / santé canada. Fichier canadien sur les éléments nutritifs.

productif avec le secteur conservateur. Cette imbrication des deux secteurs, permettrait de favoriser l'émergence de plusieurs entrepreneurs capables de faire fructifier le secteur tertiaire.

Cependant, force est de constater aujourd'hui que les économies africaines sont des économies dépendantes des dettes publiques et de l'installation des firmes multinationales. Ce qui explique en effet qu'aujourd'hui l'Afrique atteigne les taux de croissance économique les plus invraisemblables mais au fond, cette croissance accélérée n'est qu'emballage du PIB des États africains, alors que dans le contenu, c'est une croissance extravertie qui surchauffe le continent, détruisant l'écologie locale pour accroître les intérêts économiques européens. Aujourd'hui, l'avènement des firmes multinationales en Afrique est devenu une réalité tangible, cet investissement massif des entreprises occidentales dans le continent africain n'est pas fortuit, du fait que la saturation économique, la concurrence entrepreneuriale, la cherté de la main d'œuvre, le payement des impôts et le respect des normes écologiques en Europe ne constituent pas des garanties de réussite pour un capitalisme immoral et sans éthique.

Dans ce cas, pour mieux contourner ces obstacles face à la recherche effrénée de capitaux, les entreprises européennes ont fait du continent africain leur atelier d'investissement où elles seraient exemptées de tout obstacle fiscal, commercial ou écologique. Néanmoins, l'idée de refus de transfert des entreprises européennes en Afrique est perçue comme une illusion quasi-impossible par les intellectuels africains ancrés dans un esprit d'afro-pessimisme aberrant, adoptant une posture selon laquelle l'Afrique ne peut pas se départir des entreprises venues d'ailleurs, alors qu'ils éludent le fait que nos entreprises locales peinent à se développer à cause de la monopolisation des secteurs les plus propices par les entreprises multinationales. Ces dernières occupent les secteurs les plus rentables à savoir la pêche, l'extraction minière, la production pharmaceutique, l'énergie, le transport, les télécommunications, les nouvelles technologies... et, en plus de cela, elles étouffent l'émergence des entrepreneurs locaux et dissuadent l'initiative dans l'entrepreneuriat local.

En somme, quand on parle de développement économique en Afrique, les États africains en font un objectif alors qu'ils devraient en faire une nécessité. Une nation qui aspire au développement, c'est d'abord une nation apte à sacrifier son présent pour offrir aux générations futures

des lendemains plus lumineux. Les États africains sont des structures de maintien d'un système cyclique de survivance économique : emprunter, vivre au présent et laisser la dette aux générations futures. Cet état d'esprit non ambitieux laisse penser que le développement est une illusion dans le continent. Alors que c'est un phénomène tout à fait possible car si les richesses du continent africain étaient investies en son sein, l'Afrique aurait pu au moins avoir une posture plus solide dans les négociations internationales. Ainsi, l'économie africaine adopte aujourd'hui des stratégies de développement exogènes se référant aux normes internationales du marché alors qu'elle vise à satisfaire une demande locale. Cet écart de réalité subjacente montre à quel point l'économie africaine se heurte à l'obstacle de conformité et de cohérence.

6. Les contraintes socioculturelles du développement en Afrique

Aborder les contraintes socio-culturelles du développement dans le continent africain, est une analyse sensible et multidimensionnelle car le social est un phénomène complexe et difficile à appréhender. Porter une attention sur les dichotomies et écarts existants dans les sociétés africaines n'est pas un travail aisé, d'autant plus que les sociétés africaines actuelles sont jusqu'aujourd'hui, inaptes à accepter une remise en question de certaines structures sociales et culturelles qui, dans leur conscience collective, restent les modèles parfaits à suivre pour harmoniser la vie des communautés. C'est à travers cette idée d'harmonisation de la vie sociale que va s'intéresser cet article pour débusquer les tensions latentes dans les sociétés africaines actuelles.

Premièrement, l'analyse des contraintes socio-culturelles va porter son attention sur le premier niveau du développement social et culturel. Ce premier niveau, étant la socialisation permet de montrer les écarts de fonctionnement entre valeurs socio-culturelles du milieu et modèle éducatif mis en place par les politiques publiques des États africains. À ce niveau, la socialisation peut être définie comme un processus par lequel l'individu apprend à vivre pour intégrer harmonieusement la société, dans ce processus, il intériorise les normes et valeurs qui lui permettent de construire son identité psychologique et sociale. Ce premier niveau du développement socio-culturel peut être mis en

relation avec le rôle que joue la famille. Cette dernière, étant la cellule de base de toute société, assure le niveau primaire de socialisation, elle est la première structure sociale qui éduque l'individu, lui inculquant les valeurs à adopter, son mode de penser, de faire, d'agir et de se comporter par rapport aux situations et par rapport à son milieu de vie. En effet, la famille en Afrique est un concept élargi, elle ne se limite pas seulement à la consanguinité mais elle est intégrée à un tout un système qui est celui de la parenté. Cette évasure de la famille fait que dans les sociétés africaines, ce n'est pas seulement les liens biologiques qui déterminent la famille mais plutôt l'aspect social.

Ainsi, l'éducation familiale répond d'abord à l'éducation de la collectivité, les valeurs familiales sont partagées par toute la communauté et cela permettait de former un même type de citoyen partageant les mêmes valeurs pour une harmonisation parfaite des interactions en société. Ceci-dit, en Afrique, la famille assurait l'éducation dès l'enfance jusqu'à l'adolescence, cette formation se faisait à travers les contes nocturnes pour véhiculer les valeurs morales et éveiller la conscience de l'enfant, les mythes qui servaient à réguler la vie sociale de l'enfant à travers des récits philosophiques et cosmiques et le culte du travail qui lui est inculqué dès le bas âge afin qu'il saisisse les réalités de la vie future. En plus, chez les garçons, dès l'adolescence la relève sera prise par la collectivité, puis l'éducation collective se fera à travers des rites de passage qui permettront aux jeunes adolescents d'entrer dans la vie adulte. Dans une case commune, ils y seront formés et auront appris toutes les connaissances ontologiques et sociales pour faire de leur vie, une vie basée sur le stoïcisme. Néanmoins, malgré ces efforts pour assurer une bonne éducation dans la société, la famille en Afrique constitue un obstacle au développement personnel car elle fait primer le groupe sur l'individu. Elle n'offre pas à l'individu la liberté de s'affirmer et d'innover les modes de faire. Ensuite, elle impose à ses membres une solidarité appauvrissante qui favorise l'esprit de dépendance chez ses membres. Dans les familles africaines la minorité qui réussit, assure les besoins d'une majorité dépendante, ainsi, on n'est dans une solidarité de prise en charge et le plus débrouillard qui sort du lot assure les dépenses d'une majorité désœuvrée. Cette manière d'entretenir la famille tue l'esprit d'entreprenariat et fait échouer des individus qui détenaient, tous les potentiels nécessaires pour accéder à la réussite. Cette idée de solidarité appauvrissante n'est point un choix

pour celui qui réussit mais un devoir moral à remplir. Cette contrainte psycho-sociale pousse les individus à s'atteler plus aux besoins familiaux qu'à l'investissement personnel.

À travers cette idée de socialisation, l'article s'interroge au deuxième niveau de formation qui est l'école. L'analyse va s'intéresser à la notion d'école au sens européen du terme. En Afrique, l'école y est une institution récente connue à travers l'impérialisme, cette structure occidentale transférée en Afrique est devenue à notre époque une institution incontournable dans la socialisation des individus. À cet effet, l'école devient la structure par excellence qui entre le mieux en compétition avec les valeurs familiales et collectives, elle ne vient pas pour compléter l'éducation indigène ou assurer sa continuité, loin de là, elle se présentera comme un opposant farouche aux valeurs collectives pour instaurer une éducation basée sur la culture occidentale jugée comme celle de la raison suprême. D'ailleurs, pour faire adopter le savoir occidental, l'éducation scolastique va d'abord inhiber les savoirs locaux à travers l'apprentissage de la langue occidentale, faisant de cette dernière le seul outil communicationnel vecteur de savoir rationnel et considéré comme un signe d'intelligence. Ainsi, l'école enseigne à l'indigène une nouvelle langue, de nouveaux modes d'agir, de penser, de faire face aux réalités de son milieu.

Dès lors la dichotomie s'installe entre école et famille. Cette opposition des deux structures conduit forcément l'une à changer son mode fonctionnement pour rejoindre l'autre. Ceci-dit, les valeurs familiales commencent à perdre leur légitimité face à une élite indigène qui s'adhère de plus en plus à la rationalité occidentale. Comme l'affirme le proverbe oriental : « si tu veux vaincre ton ennemi, élève ses enfants », cette situation fait que l'Afrique s'adapte de son mieux pour muter vers les valeurs de ses envahisseurs. Subséquemment, les mutations s'opèrent dans les sociétés africaines : la première fut l'adoption de la langue de l'impérialiste comme langue de travail et de communication officielle. Par conséquent, l'école occidentale devient le seul chemin à suivre pour avoir un travail dans la fonction publique des États africains. Imaginez-vous dans un pays occidental, si on avait établi une politique selon laquelle celui qui ne comprend pas la langue bantoue ne pourrait pas travailler dans la fonction publique. C'est impensable ! Au fait, c'est en ce sens que l'on se demande en quoi les langues indigènes peuvent être un handicap dans l'ingéniosité de l'homme ?

Pour répondre à cette question, je ne ferai qu'exposer l'idée de Cheikh Anta Diop par rapport à la nécessité de développer les langues locales. En effet, dans le premier chapitre de la deuxième partie de l'ouvrage *Nations nègres et culture*, l'auteur montre qu'il serait plus efficace de développer une langue nationale que de cultiver une langue étrangère ; un enseignement qui serait donné dans une langue maternelle permettrait d'éviter des années de retard dans l'acquisition de la connaissance. Très souvent, l'expression étrangère est comme un revêtement étanche qui empêche notre esprit d'accéder au contenu des mots qui est la réalité. Dans cette logique, l'école est une structure qui obstrue l'ingéniosité indigène par le biais de la réfutation des langues locales comme étant porteuses de science. Cette négation des langues locales constitue un frein à l'épanouissement culturel. En réalité, toute société qui aspire au développement mise son ingéniosité sur les techniques de sa culture et, la langue est un moyen de véhiculer une culture afin de comprendre son contenu et d'expérimenter les savoirs enfouis en dessous des apparences premières.

Par ailleurs, le faux problème qui se pose c'est l'unité d'une langue africaine capable de fédérer linguistiquement toutes les nations du continent. Je pense que c'est plausible, si on faisait une cartographie des langues africaines afin de voir celle qui est parlée dans tous les pays ou dans la majorité des pays africains et faire d'elle la langue secondaire dans toutes les nations ainsi qu'une langue officielle de communication à l'échelle continentale. Par illustration, je prends l'exemple du *Pulaar* qui est une langue cosmopolite que l'on retrouve dans la majorité des pays africains. Cette langue pourrait servir à l'échelle continentale comme langue de communication, en ce sens, chaque pays pourrait garder sa langue dite aujourd'hui véhiculaire comme langue officielle de travail et adopter le *Pulaar* comme une seconde langue. Dans ce cas, le développement des langues locales serait un pas de plus qui permettrait de se délier du joug de l'importation conceptuelle. En perspective, repenser l'école c'est d'abord réfléchir à réformer les moyens de transmission du savoir et dans ce contexte, la langue d'apprentissage est le premier obstacle à franchir pour un développement des savoirs locaux.

En plus, outre que les problèmes linguistiques déjà énumérés, les contenus des savoirs que l'école enseigne et leur finalité méritent d'être analysés. À ce sujet, les écoles africaines sont aujourd'hui, les

laboratoires d'expertise des curricula scolaires. Les curricula scolaires en Afrique sont pensés ailleurs et leur adaptation aux psychologies des apprenants mérite un triple travail, d'abord s'atteler à une déstructuration de leurs contenus hétérogènes avec les réalités du continent ; ensuite, structurer les concepts par rapport au niveau des enseignants ; enfin restructurer les contenus des curricula pour faciliter la compréhension chez les élèves. Ce triple travail, nécessite *volens nolens* un empirisme sociologique et une expérimentation psychologique. Ces deux stades cruciaux dans l'adaptation des contenus restent des étapes très négligées dans l'élaboration des programmes scolaires africaines. À ce niveau, l'école en Afrique se présente comme un système de reproduction et de mémorisation de connaissances, elle n'ouvre pas l'esprit mais le charge. Elle ne privilégie pas la réflexion et l'innovation dans la formation des élèves mais dresse leur conscience, c'est pour cela qu'elle forme plus de subordonnés que de leaders. En se référant au mode de transmission des connaissances dans les écoles africaines, on se rencontre que les enseignants conservent les mêmes cours durant plusieurs années successives, ainsi, l'on se demande comment peut-on apprendre à des élèves les mêmes cours de philosophie d'il y a dix ans dans un monde en perpétuelles mutations ? En plus, ceci montre que les réformes des contenus ne s'opère que dans les inspections d'académie mais n'ont pas un suivi dans les classes puisque le même système d'enseignement se reproduit année après année, on assiste à une constance du savoir alors qu'il devrait être dynamique et innovateur. En conséquence, on se rencontre aujourd'hui que le problème majeur de l'école se trouve en sa finalité. L'insertion professionnelle après l'acquisition des diplômes est un problème que l'on rencontre de plus en plus. En fait, dans l'opinion du sens commun, l'école est une entreprise de formation de chômeur. Cette assertion n'est pas infondée puisque plusieurs parents payent la formation de leurs enfants, y investissent après de longues années et au final, la rentabilité de cet investissement n'est jamais retrouvée car leurs enfants diplômés peinent à trouver un travail. Cette finalité peu attendue par les parents est due à deux choses :

- Premièrement, en Afrique l'école forme ses apprenants à une culture de fonctionnaire, ainsi l'emploi des jeunes reste une charge au dos de l'État.

- En second lieu, les diplômés des écoles restent des subordonnés passifs qui attendent d'être recrutés alors que leur formation devrait leur donner les capacités intellectuelles nécessaires à s'auto-employer.

Ces problèmes contemporains interpellent les acteurs de l'enseignement en Afrique à repenser l'école par rapport aux besoins de l'employabilité du continent car plusieurs zones et de domaines restent peu explorés ou même inexplorés. De ce fait, l'on s'interroge sur l'efficacité du contenu des programmes scolaires et leur utilité dans le développement social des pays africains.

Dans cette dynamique, on ne peut pas analyser les contraintes socio-culturelles sans évoquer le troisième niveau de socialisation qui est composé par les médias et les réseaux sociaux. Ces deux entités contemporaines constituent les systèmes de communication les plus rapides mais la pertinence et la fiabilité des informations qu'elles diffusent reste indécises. Prenons d'abord l'exemple des médias africains, ils sont devenus une structure de dépravation des mœurs, les programmes des médias portent peu d'enseignement et s'écartent de plus en plus de leur visée moralisante et informative, on assiste de nos jours à un journalisme partisan, à une désinformation fabriquée, à la manipulation de l'opinion publique en faveur de quelques entités et à un amateurisme flagrant. En effet, la médiatisation de la bêtise et du tabou a fait de nos sociétés d'aujourd'hui des sociétés d'émotion d'autant plus que les informations diffusées par les médias sont destinées à toucher plus la sensibilité que la conscience. À ce propos, l'éveil des consciences qui devait passer par cette structure reste totalement impossible puisque ceux qui doivent éveiller le sens commun sont de plus en plus vecteurs de médiocrité et d'irrationalité.

Effectivement, l'enracinement dans nos valeurs et coutumes perd sa place au profit de l'exotisme et d'une vie de rêve basée sur l'illusion de l'image. Cette culture de l'image fait qu'en effet, majorité des jeunes africains ne rêvent que du succès de la célébrité et non de la réussite intellectuelle. Au fait, les médias ont cultivé dans les consciences collectives des adolescents une dévalorisation de l'intelligentsia qui a débouché à une prise en soin du corps et à la manifestation de la vulgarité au détriment de la fortification des facultés de la raison et de l'esprit. Dans ce sillage, la télévision en Afrique est considérée comme un lieu de divertissement et de militantisme politique, rare que l'action

citoyenne et patriotique y trouve place, les médias sont devenus des instruments passifs qui n'appellent pas toujours à la prise de responsabilité chez les jeunes, à la valorisation du mérite et à la stimulation des consciences dans la réflexion afin de relever les défis auxquels le continent doit faire face.

Pourtant, cette première structure de dépravation est un euphémisme par rapport à la seconde, qui est une invention des nouvelles technologies intitulée les réseaux sociaux. Ces derniers apparus grâce aux progrès technologiques et scientifiques sont de nos jours des services de communication, de regroupement et de création d'affinités, indispensables pour la majorité des populations particulièrement les adolescents. Pourtant, peu d'utilisateurs de ces nouveaux moyens de communication lit les politiques de confidentialité avant d'accepter d'y adhérer. Par conséquent, les informations qu'ils diffusent dans le contenu de leurs profils et publications servent d'abord à renseigner de leurs données personnelles et à exposer leur identité sans disposer de mesures sécuritaires garantissant la confidentialité de ces données.

En outre, là, ne se situe pas le problème majeur, d'autant plus que les réseaux sociaux sont des technologies qui contraignent les utilisateurs à la dépendance, ce besoin psychologique d'être toujours connecté avec le monde cultive dans l'esprit de l'homme une oisiveté psychologique, un conformisme collectif dans la froideur types de relations et une perte sacrée de l'utilité du temps. De ces problèmes, s'ajoutent : la dépravation des mœurs, la propagation de la vulgarité avec des *challenges* partout, le détournement de l'opinion avec les infos intox et la valorisation du *buzz* que l'on cherche quel que soit le prix. Dès lors, les interactions sociales ne sont plus chaleureuses et on assiste à une mutation des relations humaines. Comprendre l'autre à travers les échanges approfondis devient impossible car ce que le contact physique peut nous apprendre sur l'autre le virtuel n'en a pas le pouvoir. Dans cette dynamique, il est de la responsabilité des États africains à raffiner le contenu de ces applications afin qu'il s'accommode avec les représentations sociales qu'on a des systèmes relationnel, éducatif et comportemental des sociétés africaines.

En somme, repenser la dynamique du développement social en Afrique, c'est penser à réajuster ou même à changer profondément les structures de socialisation. Ce changement structurel devrait s'opérer à

travers une éducation, une formation et une conscientisation repensées sur la base d'une suite, logique et cohérente des structures déjà citées. Ainsi, famille, école et médias doivent s'atteler à influencer les jeunes africains à plus valoriser la réalité que l'imaginaire. En outre, le défi social premier de l'Afrique se trouve dans la manière de former ses futurs leaders. Toutefois, la reproduction des mêmes schémas pour le développement social devient répétitive année après années et, elle n'est pas garante de résultats positifs. Une déstructuration des modes de socialisation reste impérative si l'Afrique veut former une jeunesse optimiste aux valeurs et à la réussite africaine. Dans cette perspective, se départir de la budgétisation des futilités pour investir les ressources africaines dans la formation du capital humain, formaté dans un esprit d'afro-optimisme patriotique, est une nécessité à ne pas surpasser. Finalement, tout développement social requiert d'abord, une collaboration entre les trois niveaux de socialisation que sont : famille, école et médias, ensuite un esprit de patriotisme fondé dès le bas âge et enfin une bonne gouvernance participative afin d'intégrer les citoyens à la gestion collective de la cité pour au final remédier aux demandes sociales des couches les plus vulnérables.

Conclusion

En définitive, le concept d'endogénéité ne peut être applicable en Afrique que si l'on adopte l'afrocentrisme et l'afro-optimisme comme valeurs fondamentales des politiques étatiques africaines. Dans ce sillage, la littérature documentée confirme l'hypothèse selon laquelle les reliques de la domination et de l'hégémonie occidentales constituent un facteur principal de l'adynamie psychologique et de l'afro-pessimisme empêchant l'élaboration d'une pensée purement africaine. Compte tenu de cela, il appert que surpasser les obstacles au développement passe d'abord par l'examen critique des reliques de l'histoire et de la culture africaines afin de se réapproprier des savoirs et savoir-faire du continent, ensuite par l'élaboration d'une politique endogène adéquate avec les priorités et enfin de dépasser le sentiment d'afro-pessimisme pour décomplexifier la relation entre l'Africain et ses prochains.

Bibliographie

Balandier, Georges. (2008). *Aspects de l'évolution sociale chez les Fangs du*

Gabon (p. 10.). J.-M. Tremblay.

Diop, C. A. (2013). Allocution de Cheikh Anta Diop à la jeunesse du Niger : *NAQD*, N° 30(1), 215-216.

Diop, C. A. (1979a). *Nations nègres et culture : De l'Antiquité nègre égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique noire d'aujourd'hui* (3e éd). Présence africaine.

Diop, C. A. (1981). *Civilisation ou barbarie : Anthropologie sans complaisance*. Présence africaine.

KOUOMEGNI K-A. (1982), La problématique de l'État en Afrique Noire : (1983). *Présence Africaine*, N° 127-128(3), 5-6.

Sénégal Export : Annuaire des exportateurs du Sénégal et informations sur les principales filières / santé Canada. Fichier canadien sur les éléments nutritifs.

Sow, A. I. (1977). *Introduction à la culture africaine : Aspects généraux*. Union générale d'éditions.